

LE GOUVERNEMENT VEUT ACCÉLÉRER LA RÉFORME

Suppression prochaine de la retraite proportionnelle et sans condition d'âge

Le débat sur le régime de retraite constituera certainement l'une des questions essentielles des «consultations» entre le gouvernement et son partenaire, l'UGTA, lors de la prochaine tripartite. Selon des sources sûres, l'hypothèse de la suppression de la retraite proportionnelle et sans condition d'âge serait fortement envisagée.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Outre l'éventuelle révision à la hausse du nombre d'années de cotisation pour le départ à la retraite, qui pourrait passer de 32 à 40 années, il n'est pas exclu que l'une des résolutions de la prochaine tripartite porte sur la suppression des facilitations, celles de la

retraite proportionnelle et sans condition d'âge, telles que définies par l'ordonnance 97-13 du 31 mai 1997. C'est dans ce contexte bien particulier que se tiendra, le 18 novembre prochain, la réunion de la Commission exécutive fédérale (CEF) de la Fédération nationale des travailleurs retraités (FNTR),

à l'hôtel El-Kettani de Bab-el-Oued. Ainsi, outre la question organique et financière inscrite à l'ordre du jour, les membres de la CEF seront appelés à engager un débat, voire une profonde réflexion autour de ces questions. En effet, nos sources indiquent que le gouvernement n'exclut pas l'hypothèse d'introduire des amendements à l'ordonnance 97-13. En d'autres termes, la retraite proportionnelle et celle sans condition d'âge risquent de ne plus exister à partir de la fin de l'année, d'où l'invitation lancée par les retraités de la FNTR à l'adresse du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale pour prendre part à l'ouverture des travaux de la CEF de la FNTR. Pour éviter une telle mesure, les représentants des retraités proposent la prise en charge par l'Etat du différentiel. D'ailleurs, il est à rappeler que jusque-là, c'est la Caisse nationale des retraites (CNR) qui supporte ce déficit, estimé à 350 milliards de dinars. Une somme destinée exclusivement au paiement des pensions de



Les retraités pour une prise en charge du différentiel par l'Etat.

Photo : Samir Sid

ces deux catégories (retraite proportionnelle et retraite sans condition d'âge). L'Ordonnance 97-13 du 31 mai 1997 avait pour objectifs l'assouplissement des conditions d'octroi de la retraite : sans aucune condition d'âge lorsque le travailleur salarié a accompli une durée de travail effectif ayant donné lieu à 32 ans de cotisations au moins ; à partir de l'âge de 50 ans, le travailleur salarié qui réunit une durée de travail effectif ayant donné lieu à versement de cotisations

sur 20 ans au moins peut demander à bénéficier d'une pension de retraite proportionnelle. Rappelons que l'admission à la retraite proportionnelle ou sans condition d'âge n'intervient qu'à la demande expresse de l'intéressé. Sur un autre chapitre, il est important de rappeler que l'Etat accorde actuellement 102 milliards de dinars à la CNR pour permettre la pérennisation du système de retraite. Or, malgré cette aide, on apprend de source proche de la Caisse nationale

le des retraites que celle-ci «est déficitaire de 15 milliards de dinars», d'où l'urgence de trouver d'autres ressources pour la renflouer.

C'est dans cette optique que le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a proposé certaines taxes devant être soumises à l'appréciation du Premier ministre avant d'être examinées par l'Assemblée populaire nationale (APN) dans le cadre des dispositions fiscales de la loi de finances pour 2010.

Selon nos sources, les services du ministère du Travail ont proposé «un prélèvement de 5 % sur le bénéfice net des importateurs et distributeurs en gros de médicaments pour la vente en l'état (environ 750 millions de dinars), un prélèvement sur la taxe appliquée aux vins et l'institution d'une taxe sur l'achat de bateaux de plaisance à voile, avec ou sans moteur, et de yachts.

«Les revenus générés par ces taxes serviront à financer la Sécurité sociale», explique-t-on du côté de la rue Mohamed-Belouizdad.

A. B.

FÉDÉRATION NATIONALE DES TRAVAILLEURS RETRAITÉS : «Nous voulons la pérennité de la CNR»

Les syndicalistes de la Fédération nationale des travailleurs retraités (FNTR) évitent pour le moment de faire le moindre commentaire sur les informations rapportées ici et là au sujet d'une éventuelle réforme du régime de retraite. Pour le secrétaire général de la FNTR, «les membres de la CEF auront à débattre de toutes les questions lors de la prochaine rencontre de cette instance organique, qui se tiendra le 18 novembre prochain». «Nous voulons la pérennité de la CNR et une meilleure prise en charge des doléances des retraités», explique-t-on.

A. B.

40 ans de cotisations, une option incompréhensible !

La fixation du nombre d'années de cotisations pour la retraite à 40 ans obligatoirement suscite l'incompréhension.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - La révision du nombre d'années de cotisations pour la retraite constituera certainement durant les prochains jours un sujet de divergences avérées entre le gouvernement, les instances syndicales et les employeurs.

Qu'elle soit tranchée ou seulement débattue lors de la rencontre tripartite annoncée pour début décembre prochain, cette option soulève nécessairement des questionnements. Ainsi, le gouvernement propose de fixer ce nombre d'années à 40 ans obligatoirement et en aurait avisé la

centrale syndicale. Il s'agit précisément de revoir, voire de remettre en cause l'actuel dispositif de départ en retraite après 32 ans, initié depuis plus d'une décennie et qui permet aux travailleurs salariés de partir en retraite partielle notamment.

Selon un expert d'une organisation patronale, le gouvernement cherche, par le biais de cette option, à remédier au déficit financier chronique de la Caisse nationale des retraites (CNR). Un déficit qui dépasse les 160 milliards de dinars, selon un membre de la Fédération nationale des retraités (FNTR).

En effet, le nombre insuffisant de salariés actifs ne permet pas d'assurer le financement des retraites qui dépendent du volume de cotisations salariales collectées.

Néanmoins, les partenaires sociaux dénoncent l'absence de pertinence de cette mesure. Selon le même expert patronal, cette question ne constitue pas l'essentiel des préoccupations des employeurs.

De même, et en attendant une expression définitive de la centrale syndicale sur ce sujet, les travailleurs rejettent immanquablement cette mesure. Car ils seront obligés de travailler plus et de cotiser davantage pour prétendre partir en retraite.

Ce qui pose réellement la question de la pérennisation de l'actuel système national des retraites. Basé sur la répartition, la solidarité entre les générations et la solidarité professionnelle, ce système sera-t-il modifié au profit du régime basé sur la capitalisation, à l'honneur ailleurs dans le monde ?

Une interrogation récurrente, ces dernières années, malgré les professions de foi du gouvernement ou les assurances de l'instance syndicale. Le gouvernement vise-t-il à remettre en cause un autre acquis social, ce qui serait incompréhensible ! D'autant que la politique de l'emploi manque encore de pertinence.

Et que la difficulté reste posée pour les milliers de diplômés de trouver rapidement un poste d'emploi après la fin de leurs études ou de leur formation. Faudra-t-il alors abandonner les formations de longue durée pour pouvoir travailler pendant 40 ans ? Des questionnements parmi d'autres auxquels le gouvernement devra répondre dans l'intérêt des travailleurs et des retraités.

C. B.

TÉLÉVISION NUMÉRIQUE TERRESTRE (TNT)

Le basculement total se fera à la fin du prochain quinquennat

Le basculement vers la télévision numérique terrestre est un passage obligé, a déclaré, hier, M. Bessalah, ministre de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication. Dans cette perspective, la date butoir pour l'arrêt de l'analogique a été fixée à 2015.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le prochain quinquennat sera consacré à la mise en place des moyens de passage de l'analogique au numérique avec la réduction au minimum de la facture numérique, a expliqué, hier, M. Azzedine Mihoubi, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de

la Communication. Il intervenait dans le cadre d'un séminaire international portant sur la télévision numérique terrestre (TNT). Pour M. Azzedine Mihoubi, les médias audiovisuels - presse, radio et télévision - sont dans l'obligation de s'adapter à ces changements dans le but de continuer à capter

leur lectorat et à maintenir leur audience. Aussi et dans la perspective du passage au numérique, le Premier ministre vient d'instituer un comité de stratégie numérique, composé de l'ensemble des secteurs d'activité concernés par la numérisation. A cet effet, la transition vers le numérique ouvrira obligatoirement la porte à de nouveaux services. Il s'agit notamment de nouvelles chaînes de télévision, la télévision à haute définition (TV/HD) et la télévision mobile. Azzedine Mihoubi annoncera ainsi la mise en

service de cinq nouvelles chaînes. «Le prochain quinquennat sera consacré au déploiement de la télévision terrestre et marquera le début de la migration vers l'ère numérique avec toutes ses implications économiques, sociales, culturelles et politiques», a déclaré M. Mihoubi. Pour sa part, M. Bessalah soulignera l'importance de confronter la réalité algérienne à l'expérience de certains pays, dont ceux de l'Union européenne. «Ceci d'autant plus que le déroulement du processus de numérisation est

différent d'un pays à un autre, notamment en raison de la taille du territoire et de son relief», a souligné le ministre. Pour ce qui est des étapes du passage, c'est le 3 avril 2010 que sera créé un fonds d'aide au passage au numérique. Ceci alors que le taux de couverture de la population dotée d'équipements de réception TNT sera arrêté et défini selon la couverture. Les spécialistes présents à la rencontre, représentants de l'Union européenne de radiotélévision, de Digi-ag et d'Eutelsat, présenteront

l'état d'avancement du basculement dans les pays européens. Par ailleurs, outre la qualité de l'image et du son reconnue au numérique, la TNT permet la multiplication du nombre de chaînes émises par voie hertzienne terrestre, et ce jusqu'à une quarantaine de chaînes TV par site d'émission.

Pour ce qui des téléspéctateurs, pour bénéficier de ces services, ils devront se procurer un adaptateur ou acquérir un téléviseur numérique.

F-Z. B.